

IL N'Y A PAS DE SAUVEUR SUPRÊME, NI AU VENEZUELA NI AILLEURS

Les commentateurs des médias ont été étonnés devant les foules immenses de pauvres, qui, au Venezuela, ont accompagné les obsèques de Chavez.

Eh oui, Chavez était un président qui avait su attirer la sympathie des masses pauvres de son pays. Mais comme en témoignait la présence de plusieurs dizaines de chefs d'État ou leurs représentants, il avait su tout aussi bien se faire accepter par les grands dignitaires de ce monde.

Chavez était un des rares chefs d'État de pays sous-développés qui avait su dire non aux grandes puissances, en l'occurrence les États-Unis, et aux représentants des grands trusts qui dominent l'économie de ces pays.

De plus, il avait une politique sociale qui tranchait sur celles de tant de dirigeants politiques d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie. Ceux-ci empochent les miettes que leur concèdent les grands trusts qui pillent leurs pays sans en laisser la moindre retombée pour leurs peuples. Il a utilisé une partie de l'argent du pétrole pour créer des écoles et des centres de santé dans les quartiers populaires alors que tant de protégés de grandes puissances se moquent d'apprendre à lire et à écrire aux enfants de leurs pays et ne se soucient même pas qu'ils puissent manger à leur faim.

Chavez a su s'opposer aux multinationales américaines et imposer ses conditions. Mais il n'est pas allé jusqu'à confisquer les intérêts étrangers dans le pétrole. Il s'est contenté d'accroître le contrôle de l'État et cela a suffi pour qu'il devienne la bête noire des Américains.

C'est son courage à s'opposer à la première puissance mondiale qui a fait sa popularité. Il a redonné fierté et dignité à son peuple piétiné par l'impérialisme.

La popularité dont bénéficiait Chavez donne une idée, fût-ce indirectement, de la haine suscitée en Amérique latine par la domination impérialiste et en particulier par les États-Unis.

Ces peuples ont été exploités, opprimés pendant des siècles. Leurs richesses naturelles ont été pillées. Pour tirer bénéfice de la culture de la canne à sucre, du coton, on leur a imposé l'esclavage. La mémoire de ce passé de pillage, d'oppression et d'exploitation survit d'autant plus qu'il continue sous d'autres formes. La souffrance des victimes des putschs et des dictatures soutenues par les États-Unis n'est pas seulement inscrite dans la mémoire

collective, elle est inscrite dans la chair de millions de femmes et d'hommes, en lettres de sang.

La présence aux obsèques de Chavez de tant de chefs d'État ou de leurs représentants a montré que ceux-ci reconnaissaient en lui un des leurs. Chavez était intégré au concert des chefs d'État et au monde capitaliste.

Chavez ne combattait pas réellement l'impérialisme car il ne combattait pas la base sur laquelle il repose : la propriété capitaliste. Si l'État a pris, en partie, le contrôle de l'industrie pétrolière, il n'a pas exproprié les classes possédantes. Les riches ont continué à prospérer et sont toujours les maîtres de l'économie. Quant à « l'ennemi américain » il continue de piller le pétrole tant et si bien que le Venezuela est resté son principal fournisseur.

Malgré les mesures sociales, le pays est empêtré dans le sous-développement. Redistribuer aux plus pauvres une partie de la rente pétrolière n'a pas supprimé les inégalités, le chômage et la misère car l'économie du pays continue d'être pillée et dominée par les grandes puissances.

Sauf mettre à bas l'impérialisme, il n'y a pas d'échappatoire pour les pays pauvres. Et cela ne peut pas être le fait d'un homme providentiel car il ne s'agit pas seulement de remplacer un homme par un autre. Il s'agit de transformer les bases de la société, de remettre en cause la propriété capitaliste et faire en sorte qu'il n'y ait plus de privilégiés et de privilégiés.

Cela ne peut se faire sans que la classe ouvrière s'en mêle. Cela ne peut se faire que collectivement, par l'organisation consciente de tous les exploités prenant la direction de l'économie. C'est la seule voie qui peut faire en sorte que dans des pays comme le Venezuela, l'Algérie, le Niger, le Gabon et bien d'autres encore, la grande majorité de la population ne soit pas condamnée à la misère.

En revenant des obsèques de Chavez, le ministre socialiste de l'Outre-mer a déclaré, en substance, que le monde gagnerait si, parmi les dirigeants des pays pauvres, il y en avait qui ressemblaient à Chavez. Quelle hypocrisie ! Si tant de régimes pourris et corrompus perdurent en Afrique, c'est en raison du soutien, au besoin militaire, de l'impérialisme français. Et ce, que le gouvernement soit de droite ou de gauche.

Nous avons de quoi être fiers

Vendredi, nous étions 200 à occuper, par surprise et sans effraction, le siège de l'UIMM, le syndicat des patrons de la métallurgie. On a eu tout le temps de visiter les luxueuses salles de réunion, où on a fait l'AG des grévistes.

On leur a joué un bon tour. Et on est prêts à recommencer quand on le décidera.

Déchainés

Jeudi et vendredi soir, des intérimaires ont organisé un concert à la NV0. De Wenge Musica à Kassav, de Chuck Berry à Johnny Hallyday, la guitare électrique, les percussions et les chanteurs en ont mis plein la vue à la direction... qui ne sait jouer que du pipeau.

Ministère Peugeot

Mercredi dernier, nous étions 200 à manifester au ministère du Travail pour que soit nommé un médiateur.

En refusant de le nommer, pour ne pas gêner PSA, le gouvernement fait une nouvelle fois la preuve que son camp, c'est celui de la famille Peugeot.

Pour les faire tous reculer, on ne peut compter que sur nous-mêmes, nos mobilisations et notre détermination.

Gouvernement PS... A

Mercredi dernier, il y avait 17 cars de CRS pour accueillir les 200 ouvriers d'Aulnay devant le ministère. Il y en avait aussi devant l'Élysée, devant le Conseil régional, devant la Grande-Armée !

Ce que craint le gouvernement, ce n'est pas la montée du chômage et de la misère, mais la mobilisation des ouvriers contre les patrons et leurs plans pourris !

Contre le licenciement de nos camarades

Vendredi dernier, nous avons accompagné Onay Bunul et Julien Méléard au Conseil des Prud'hommes de Versailles. Le jugement sera rendu le 5 avril.

Nos deux camarades sont licenciés au prétexte d'une « faute lourde ». En réalité, PSA veut leur faire payer d'être des militants de la grève.

Ces coups ne nous font pas baisser la tête. Ils nous renforcent dans notre volonté de les rendre.

Une grève qui leur coûte cher

Au Montage, le patron fait vider les chaînes. Si l'idée c'est de montrer qu'il n'y a plus rien à faire et qu'il faut aller à Poissy, ça ne marchera pas : on restera ici faire nos actions.

Le patron peut bluffer tant qu'il veut. La réalité, c'est qu'il a perdu 20 000 C3, et qu'il n'arrive pas à nous faire baisser la tête. La grève continue !

La voix de son maître

Jeudi dernier, sur ordre du patron, les syndicats maison ont voté en CHS l'annulation de l'expertise qu'ils avaient eux-mêmes désignée en janvier.

Les voilà revenus à leur discours habituel : « Oui patron ! »

Proposition inacceptable

La semaine dernière, au Paquebot, il y avait deux annonces d'offres d'emploi pour être... intérimaires dans l'Oise.

Échanger son CDI contre une place d'intérimaire, ça ressemble à une mauvaise plaisanterie. En tout cas, pas question d'accepter ça.

Notre grève est populaire

Samedi après-midi, à une centaine, nous sommes allés populariser notre grève au péage de Fontainebleau, auprès des automobilistes qui rentraient de vacances. Leur excellent accueil nous montre que nous avons raison. Alors, on y retournera.

Notre avenir se joue ici !

Un délégué FO du Montage qui défend le PSE auprès des ouvriers a demandé à partir en prêt temporaire à Poissy, en équipe de nuit. Mais une fois arrivé là-bas, on l'a mis sur un poste de jour. Encore un exemple de ce que valent les promesses de la direction.

Face à PSA qui ne cesse de nous mentir, le mieux est de rester ici et de se battre tous ensemble !

Pas le même patron, mais le même combat

La rencontre avec nos camarades de Cargo Air France a permis un échange chaleureux. Eux aussi ont été assignés en justice. La direction d'Air France leur reproche de faire grève.

Ces ouvriers ne font que se défendre, parce que leur patron voudrait leur voler une dizaine de jours de RTT. Comme nous, ils ont raison de ne pas se laisser faire.

Ils sont passés par ici...

Vendredi, les CRS nous attendaient très nombreux au tribunal de Versailles. Dommage pour eux, la majorité des grévistes étaient, en toute tranquillité, à l'UIMM.

C'est Valls qui doit être énervé.

De l'argent, il y en a

Le directeur financier de PSA a déclaré cette semaine que les financements du groupe « sont couverts pour plusieurs années ».

En clair, ça veut dire que les caisses sont pleines et que le groupe n'a pas de réelles difficultés financières.

La fermeture d'Aulnay et les 11 000 suppressions de postes n'ont aucune justification.

PSA en veut à votre argent

La Banque PSA vient de lancer un livret de caisse d'épargne, en espérant que la population va y déposer ses économies... qui permettront à PSA de spéculer avec.

Ils préfèrent se financer avec l'argent des épargnantes plutôt que de prélever un centime dans les caisses de la famille Peugeot !

Dans la rue avec nos camarades

Le gouvernement voudrait faire passer une loi qui permette aux patrons d'imposer la baisse des salaires, la suppression des RTT, l'augmentation du temps de travail ou la mobilité forcée.

Comme tous les travailleurs sont attaqués de toutes parts, par le gouvernement et les patrons, nous avons manifesté le 5 mars, aux côtés de nos camarades du service public et d'autres entreprises du privé.

Tous ensemble, on sera plus forts.